Intégrer la biodiversité dans les processus de planification nationale du développement et Etablir des objectifs nationaux et régionaux

But stratégique A
Objectifs 1 à 4



- Importance de la biodiversité pour l'économie et le développement (hier)
- Intégrer la biodiversité dans les processus de décision (contexte, outils et exemples)
- Pause
- Travail de groupe / intégration de la stratégie
 « biodiversité » dans les politiques nationales et identification d'objectifs

Les raisons d'une mauvaise intégration de la Biodiversité

Ministère ou Agence de l'environnement

- •Une police verte
- •Pas de poids politiue
- •Ressources limitées
- •De nombreuses initiatives environnementales sont dans mles mains d'autres ministères
- Pas toujours une part active vis-à-vis du budget de l'Etat
- •Des barrières en terme de langage et de culture
- •Lié aux financements de bailleurs externes
- •Conflits entre objectifs à court terme et long termes
- Manque de données pour l'argumentation

Les raisons d'une mauvaise intégration de la Biodiversité

Ministère des
Finances
Ministères de la
planification ou
sectoriels
(Agriculture, Pêches,
Forêts, Santé,...)

- Gouvernance environmentale pauvre
- Vision environnementale faible
- Doivent répondre à une série de stratégies environnementales faiblement intégrées
- Difficulté à évaluer les impacts des initiatives environnementales
- Ministère de l'Environnement regardé comme un coût (sans bénéfices)
- Faible conscience et capacités environnementales
- Besoin de coopérer à tous les niveaux de la planification (local au national
- Lutte de pouvoir ...

Perception des Ministères

Transformer la façon dont d'autres ministères comprendre / regarde le Ministère ou l'Agence chargé de l'Environnement

Environnement

Solutions/Alternative pour le Developpement

Services écosystémiques : les liens entre biodiversité et développement ?



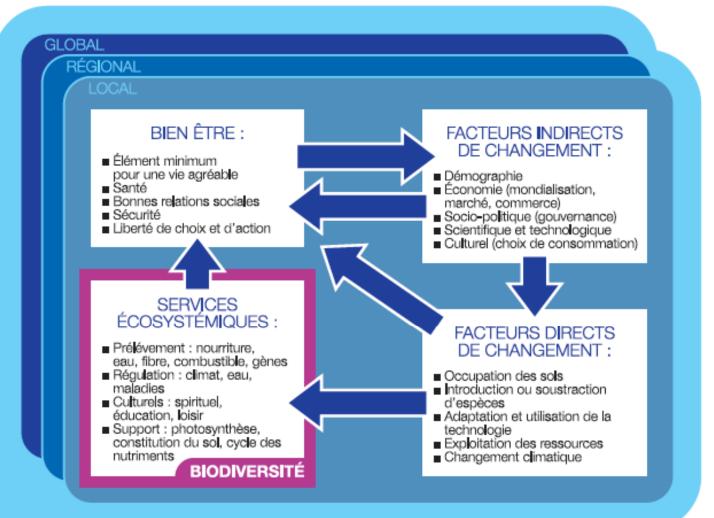


Figure 3 : La biodiversité au cœur des services écosystémiques et des dynamiques d'interactions entre systèmes socio-économiques et écologiques (Millenium Ecosystem Assessment, 2005a, pp. 13-14).

Thème	Classe	Groupe
Approvisionne ment	en alimentation	Denrées alimentaires provenant d'animaux et de plantes terrestres, d'eau douce, marines et eau potable
	en matériaux	Matériaux biotiques et abiotiques
	en énergie	Bio-énergies renouvelables et sources d'énergie abiotique renouvelable
Régulation et Maintenance	des déchets	Bio-remédiation, dilution et séquestration
	des flux	Flux d'air, d'eau,
	de l'environnement physique	Régulation atmosphérique, de la qualité de l'eau, de la qualité des sols et de la pédogénèse
	de l'environnement biotique	Maintenance du cycle de vie, protection des habitats, contrôle des maladies et des ravageurs, du pool génétique
Culturel	symbolique	Esthétique , patrimonial, religieux et spirituel
	Intellectuel et expérience	Activités de loisirs et communautaires, information et connaissance

Une nouvelle « vision politique » de la biodiversité

Pas uniquement le Panda et les AP! Mais en lien avec ...

- La santé humaine
- La sécurité alimentaire
- L'approvisionnement en eau potable
- La gestion des risques
- L'adaptation / la mitigation
- La prospérité
- Les capabilités

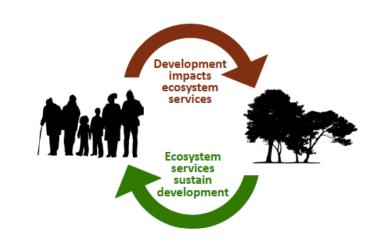
A intégrer avec :

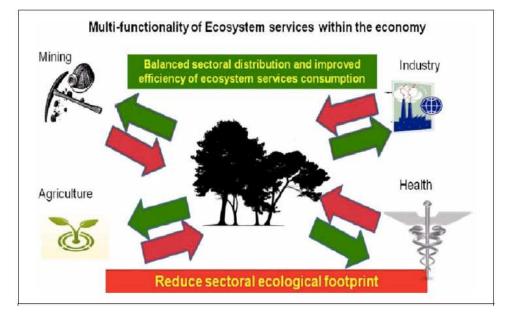
- Les stratégies de lutte contre la pauvreté
- Les politiques sectorielles
- L'aménagement du territoire
- La régulation fiscale
- Les systèmes de comptabilité
- La coopération
- La gouvernance

Pourquoi et comment intégrer la biodiversité dans les politiques et stratégies sectorielles et intersectorielles à l'échelle nationale ?

Pourquoi?

Dix ans après la signature de la CBD (2002, Déclaration Ministérielle à la Hague CoP 6) , la leçon la plus importante était que les objectifs de la Convention ne pourraient être atteints sans l'intégration de la biodiversité dans tous les autres secteurs d'activités économiques liés directement ou indirectement





Mandat de la CDB en terme d'intégration

- Article 6b
- CdP V Approche Ecosystème
- CdP VIII Préoccupation
- Perspectives Mondiales de la Biodiversité 3
- Plan Stratégiques Biodiversité et Objectifs d'Aichi (2, 3, 4)

C'est quoi l'intégration?

- L'intégration informée d'une valeur, d'un thème ou de préoccupations dans les décisions des institutions qui dirigent la politique de développement national, local et sectoriel, les règles, les plans, l'investissement et l'action
- Une réponse structurée et partagée face à la complexité et aux défis du développement durable

L'intégration c'est aussi!

- Le renforcement institutionnel et le changement sont au cœur de tout effort d'intégration
- Un processus itératif et sur le long terme pour transformer les idées, les politiques et les pratiques pour :
 - promouvoir des résultats désirés;
 - identifier et mettre en œuvre des solutions intégrées et cohérentes
- Un effort sur plusieurs années et avec de nombreux acteurs et parties prenantes

Quelques défis et leçons

Défis:

- La duplication des rôles
- Différentes de cultures et de représentations
- Absence de vision commune
- Différentes procédures, règles, approches et méthodologies
- Capacités de planification limitées

Leçons apprises

- Avant tout partager une vision commune, une stratégie et une planification
- Apporter de la clarté, dès le début - sur les rôles respectifs, les mandats, et les attentes
- Long et court terme doivent être gérer conjointement

Quelle forme cela peut prendre dans des politiques sectorielles ou intersectorielles ?

- Décisions politiques, documents, plans d'actions, budgets, règlements, mise en œuvre et systèmes de suivis, indicateurs,...
- Stratégies pour :
 - Identifier la contribution de la biodiversité et des services écosystémiques à ces secteurs ;
 - Réduire les impacts négatifs d'autres secteurs ;
 - Rendre cohérentes et mutuellement gagnantes les politiques et les plans d'actions ;

Intégration et nouveau plan stratégique



But stratégique A

« Gérer les causes sous-jacentes de l'appauvrissement de la diversité biologique en intégrant la diversité biologique dans l'ensemble du gouvernement et de la société »

- Obj. 1: renforcer
 l'opinion publique pour
 la biodiversité
- Obj. 3: réformer les systèmes d'incitations à la dégradation de la biodiversité
- Obj. 2: reconnaître les valeurs de la biodiversité
- Obj. 4: promouvoir une production et une consommation durables

Obj. 1: renforcer l'opinion publique pour la biodiversité

« D'ici à 2020 au plus tard, les individus sont conscients de la valeur de la diversité biologique et des mesures qu'ils peuvent prendre pour la conserver et l'utiliser de manière durable. »

- Gouvernements nationaux et locaux
- Le monde des affaires
- Les ONG et la société civile
- Les producteurs et les consommateurs

- Accroître la compréhension et la valorisation
- Créer les conditions pour l'adoption de changements de comportements nécessaires

Obj. 2: reconnaître les valeurs de la biodiversité

« D'ici à 2020 au plus tard, les valeurs de la diversité biologique ont été intégrées dans les stratégies et les processus de planification nationaux et locaux de développement et de réduction de la pauvreté, et incorporées dans les comptes nationaux, selon que de besoin, et dans les systèmes de notification »

- Evaluer les valeurs de la biodiversité et des services écosystémiques
- Les intégrer dans les stratégies et politiques de développement

- À différentes échelles (du local au national)
- Et dans les systèmes de comptabilité nationale

Obj. 3: réformer les systèmes d'incitations à la dégradation de la biodiversité

« D'ici à 2020 au plus tard, les incitations, y compris les subventions néfastes pour la diversité biologique, sont éliminées, réduites progressivement ou réformées, afin de réduire au minimum ou d'éviter les impacts défavorables, et des incitations positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique sont élaborées et appliquées, d'une manière compatible et en harmonie avec les dispositions de la Convention et les obligations internationales en vigueur, en tenant compte des conditions socioéconomiques nationales. »

- Supprimer / réformer les incitations perverses
- Etablir des incitations positives
- Responsabilités communes

- Comment ?
- Identifier
- Evaluer
- ...Négocier...

Obj. 4: promouvoir une production et une consommation durables

« D'ici à 2020 au plus tard, les gouvernements, les entreprises et les parties prenantes, à tous les niveaux, ont pris des mesures ou ont appliqué des plans pour assurer une production et une consommation durables, et ont maintenu les incidences de l'utilisation des ressources naturelles dans des limites écologiques sûres. »

- Réglementation
- Incitation
- Education
- Evaluation
- Investissement

- Réduire certaines demandes
- Augmenter l'efficacité
- Promouvoir la responsabilité sociale et environnementale des entreprises

Intégration de la biodiversité dans les stratégies et politiques sectorielles et intersectorielles

- C'est un processus sur la durée...
- Les points d'entrée
- Les conditions de son succès
- Quelques outils et références
 - De la CBD (boîte à outils)
 - D'autres partenaires du développement (UNDP,...)

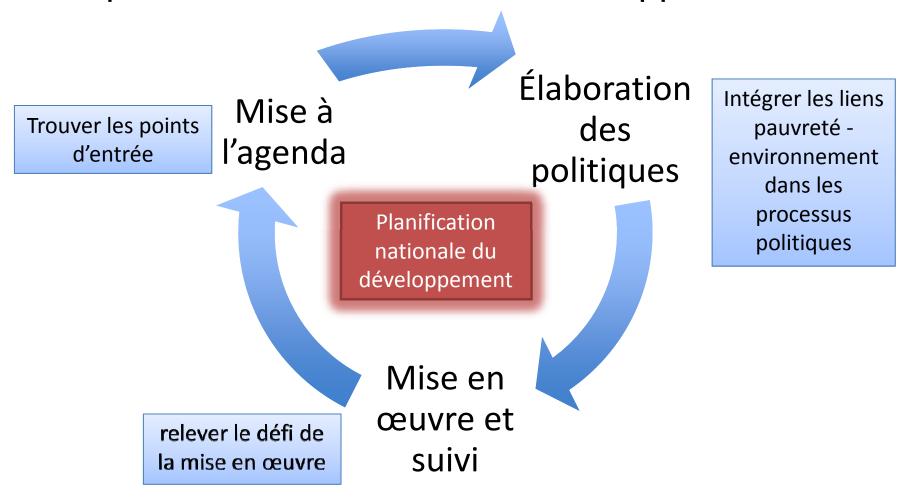
Etapes et outils disponibles pour l'intégration de la biodiversité

Planifier et investir Evaluer et débattre des Examen des dépenses, évaluation priorités d'impact environnemental, évaluation de stratégie Cartographie des liens environnementale, analyse coûtsbiodiversité-pauvreté, analyse de bénéfices la vulnérabilité, prospective, vision, élaboration de scénarios Mettre en œuvre Démarrer Instruments réglementaires, Analyse des d'information et fondés sur le pouvoirs, marché cartographies Suivre et évaluer des parties Suivi de la performance prenantes institutionnelle, indicateurs, évaluation participative du bienêtre, audit environnemental Renforcer les capacités Ateliers, séminaires, formation, média, partenariats public-privé

D'après S. Bass, D. Roe and J.Smith, 2010 Look both ways: mainstreaming biodiversity and poverty reduction, iied briefing

Trouver les points d'entrée	Intégrer les liens pauvreté- environnement dans les processus politiques	Relever le défi de la mise en œuvre	
Evaluations préliminaires Comprendre les liens pauvreté- environnement Comprendre les contextes gouvernementaux, institutionnels et politiques	Collecter des données spécifiques au pays Evaluation intégrée des écosystèmes Analyse économique	Inclure les questions de pauvreté- environnement dans le système de suivi indicateurs et collecte de données	
et pontiques	Influencer les processus politiques Aux niveaux national (Pauvreté- OMD), sectoriel et sub-national	Budgétiser et financer Support financier pour des mesures politiques	
Renforcer la sensibilisation et construire des partenariats Engagement et consensus national	Entreprendre des mesures politiques et évaluer leur coûts Aux niveaux national, sectoriel et sub-national	Soutenir les mesures politiques Aux niveaux national, sectoriel et sub-national	
Renforcer les institutions et les capacités Évaluation des besoins Processus de travail	Renforcer les institutions et les capacités apprentissage par la pratique	Renforcer les institutions et les capacités L'intégration comme une pratique standardisée	
Engager les parties prenantes et se coordonner avec la communauté du développement Acteurs gouvernementaux, non gouvernementaux et du développement			

Approche programmatique avec le cycle de planification nationale du développement



Les points d'entrée









Quelques points d'entrée nationaux pour l'intégration

- Constitutions nationales
- Plans nationaux de développement économique
- Stratégie nationale de Développement Durable
- Plans quinquennaux ou décennaux de développement
- Stratégie de réduction de la pauvreté
- Plan pour les OMD
- Loi de finance budget

- Réforme fiscale
- Plans de décentalisation
- Plans nationaux d'utilisation des terres et d'aménagement du territoire
- Plans d'adaptation et de mitigation face au changement climatique
- Plan de prévention des catastrophes
- Politique commerciale
- Politique de coopération internationale

Points d'entrée possible pour intégrer pauvreté et environnement. Liens dans la planification national du développement

From UNDP-UNEP Poverty-Environment- Initiative Handbook

Niveau de planification	Points d'entrée
	Document stratégique de réduction de la pauvreté (PRSP)
	Plan de développement national
Gouvernement national et ministères trans-sectoriels	Stratégie de développement national basée sur les OMD
	Processus ou révision de l'allocation du budget national (cadre de dépense à moyen-terme, révision des dépenses publiques,)
	Stratégies, planifications et politiques sectorielles
Ministères sectoriels	Préparation des budgets sectoriels
	Révision des dépenses publiques
	Politiques de décentralisation / déconcentration
Autorités sub-nationales	Planification locale
	Préparation des budgets sub-nationaux

Intérêts et langages communs

- "Les Mécanismes de Financement Innovants":
 - ✓ Paiments pour services écosystémiques;
 - ✓ Mécanisme de compensation biodiversité;
 - ✓ Réforme fiscale environnementale;
 - ✓ Marchés pour produits "verts";
 - ✓ Etc.

→ Vous avez ces instruments mais où allez-vous et que pouvez-vous faire?

Identifier et impliquer les parties prenantes



Intégration de la biodiversité dans le monde des affaires

Déjà classique

- mise en œuvre de programmes de certification volontaire,
- l'éco-étiquetage,
- L'établissement et la gestion privée des aires de conservation ;
- l'exécution des paiements des services environnementaux;
- développement de technologies environnementales, les services et la recherche;
- participation dans les communications, la sensibilisation du public et des activités d'éducation

En développement

- Mesures de conservation positives sous forme de compensation de la biodiversité et les autres mesures de conservation
- Intégration de la biodiversité dans les stratégies commerciales, comptabilité et de reporting
- La biodiversité dans le cycle de vie du produit

Les intervenants possibles dans l'intégration de la biodiversité dans l'agriculture

- Ministère de l'Environnement,
- Ministère de l'Agriculture,
- Organismes publics et privés de recherche agricole,
- Les organismes de vulgarisation agricole,
- Les établissements de formation agricole,
- Le point focal national pour les questions liées à la FAO, y compris pour le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture,
- Associations de l'industrie agrobiotechnologie,
- Universités ou autres organismes de recherche,

- Associations de paysans ou de petits agriculteurs,
- Associations agro-alimentaire,
- Les associations de communautés locale et autochtones,
- Les économistes agricoles,
- Les gestionnaires de la banque de semences et du matériel génétique,
- Les Organisations non gouvernementales spécialisées,
- Les Associations d'apiculteurs ou d'autres secteurs relatifs aux pollinisateurs,
- Les organismes de sélections animales et végétales
- Le point focal national pour l'ABS

Informations et connaissances utiles pour l'intégration

- Information sur les liens entre la biodiversité et bienêtre humain dans le pays
- Les valeurs économiques de la biodiversité du pays
- Les liens entre la biodiversité et des secteurs spécifiques

- Comment les politiques d'intégration fonctionnent ?
- Qui sont les principaux acteurs et parties prenantes dans le domaine politique ciblée pour l'intégration
- Les alternatives politiques pertinentes pour le secteur visé ou le domaine politique
- Ordre du jour des réformes ou des nouvelles stratégies / politiques

Des opportunités peuvent surgir:

- Quand une loi sur le secteur, la stratégie est en cours de révision / établissement.
- Lorsque les lignes directrices sectorielles sont en cours de révision / établissement.
- Quand une zone d'importance pour la biodiversité est en cours de zonage, en cours de création ou de modification.
- Quand il ya changement de gouvernement et / ou politique.
- Lorsque les demandes budgétaires sectorielles, sous-nationales et nationales sont en cours de préparation.

- Après une crise / catastrophe naturelle ou un conflit dans le cadre de la reconstruction, la récupération : les dirigeants politiques et le grand public peut devenir plus conscients et convaincus de la nécessité d'un changement.
- Quand une entité est envisagée pour les fonds des donateurs (par exemple lors de l'évaluation nationales des Nations Unies (UNCA) est mis à jour, ou l'Analyse Environnementale Nationale (CAS) ...)
- Lorsque le développement économique d'un pays est en cours d'examen (c'est à dire dans les examens annuels conjoints entre les gouvernements des pays en développement et les donateurs).

Intégrer la stratégie « biodiversité » dans les autres processus

&

Intégrer les autres processus dans la stratégie « biodiversité »

Agence ou Ministère de l'Environnemnet

Besoin d'un point Ministère des
Finances
Ministères de la
planification ou
sectoriels
(Agriculture,
Pêches, Forêts,
Santé,...)



PROCESSUS BUDGÉTAIRE ET PLANIFICATION FINANCIÈRE

Cadre de dépenses à moyen terms

Amélioration de la planification financière en introduisant une perspective à moyen-terme

MOYEN TERME

Détermination et évaluation des BSE sont incluses dans budget et finances

Revue des dépenses publiques d'environnement Réforme fiscale écologique

Mécanismes financiers novateurs

Favoriser des mesures permettant d'avoir un revenu <u>récurrent</u> à partir de sources environnementales

DU COURT AU MOYEN TERME

Structurer et établir un suivi des dépenses en environnement en élaborant des indicateurs financiers qui sont inclusifs des BSE. Création de nouvelles connaissances.

COURT TERME

Ex.: etude de cas sur les réformes fiscales environnementales au Maroc

Au Maroc les dépenses publiques sur l'environnement représente des investissements de 4,3 milliards de dirhams (0,6 milliard de dollars) ou 0,007% du PIB. En revanche, le coût de la dégradation de l'environnement a été estimé à 3,7% du PIB, et le coût de la remédiation à 1,8% du PIB. La réforme de la fiscalité environnementale a été l'occasion pour le Maroc d'un changement dans le comportement des agents économiques afin de générer des revenus et des recettes pour les investissements environnementaux ...

Source: GTZ 2008 39

PROCESSUS DE PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

Gouvernance et vision vertes

Assurer une durabilité à long terme en développant une vision claire de l'environnement qui serait aussi présente dans les cadres juridiques et la gouvernance

LONG TERME

Inclure l'évaluation des BSE et leur rôle à tous les stades de la planification

Leçons
acquises
Suivi
& Évaluation
Sensibilisation,
Renforcement
des capacités...

COURT TERME

Planification Plans décentralisée sectoriaux

Plans spatiaux

Les conditions et avantages liés aux BSE alimentent une planification basée sur le développement durable et les stratégies de réduction de la pauvreté

MOYEN TERME

Ajuster les plans, renforcer les capacités, développer et partager les connaissances tenant compte du suivi des résultats.

Approches et outils de l'intégration

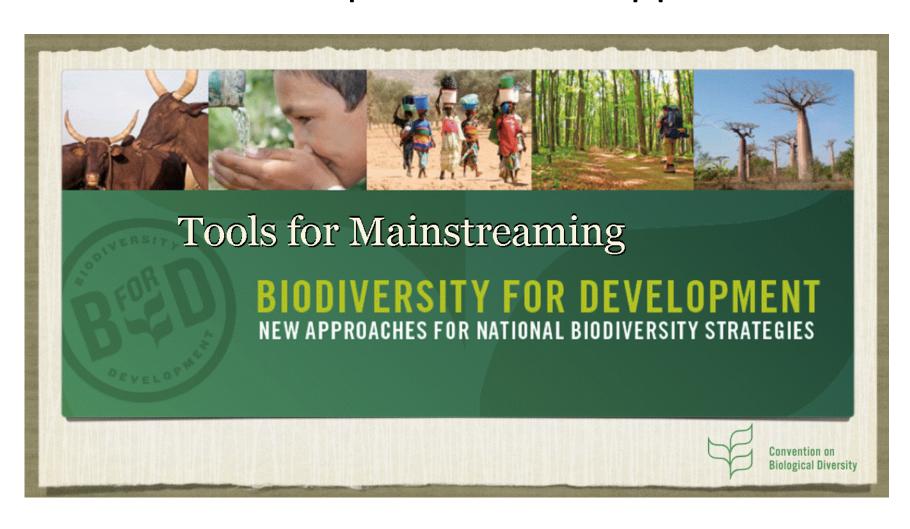
Approches

- L'approche par les services écosystémiques
- Évaluation des impacts environnementaux / évaluation environnementale stratégique
- Approche par Ecosystèmes de la CBD
- L'aménagement du territoire

Outils

- Indicateur
- Instrument réglementaire
- Incitation économique, financière, fiscale,...
- Norme, code de conduite, certification, bonne pratique, ...

Présentation de la boite à outils « Biodiversité pour le Développement »





Please visit www.cbd.int/development to download additional tools and guides (also available in French and Spanish).





Exemple d'un power-point

Biens et services écosystémiques DANS LA PLANIFICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT



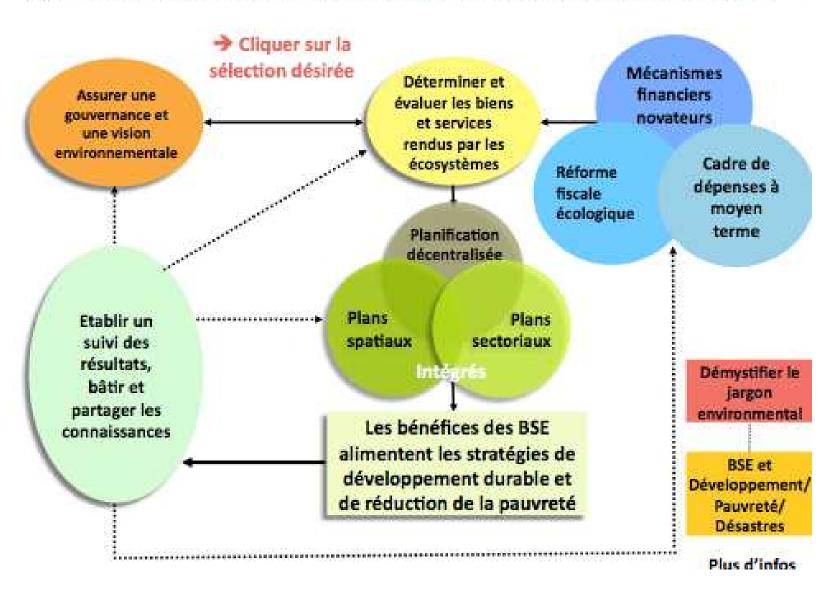




Catte présentation a été préparée dans le cadre de la publication » Blans et services écoaystémiques dans la planification pour le développement. Un guide de bonnes pratiques ». Le SCBO approuve l'utilisation et la modification de ces documents de présentation à des fins non commerciales. En cas de modification du document de présentation, les crédits photographiques doivent être maintanes.



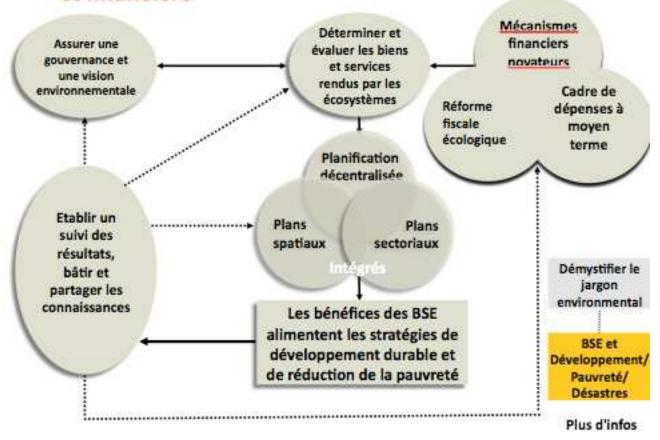
→ BSE, modèle systémique pour planification politique et financière



⊕ BSE informations générales



BSE, modèle systémique pour planification politique et financière





BSE et Objectifs de développement pour le millénaire (ODM)

ODM 1 Pauvreté & faim	Les stratégies de subsistance et la sécurité alimentaire des pauvres dépendent souvent de l'état des BSE.				
ODM 2 Éducation	Un revenu additionnel obtenu d'une gestion durable des ressources naturelles pourrait être dépensé en éducation.				
ODM 3 Égalité des sexes et	Le temps que les femmes passent à aller chercher de l'eau et du bois de feu réduit leur possibilité de pratiquer des activités qui génèrent un revenu.				
ODM 4 Moratalité infantile	Une gestion améliorée des bassins versants locaux peut réduire la mortalité infantile qui provient des maladies portées par l'eau.				
ODM 5 Santé maternelle	La pollution de l'air à l'intérieur des maisons et le transport de charges lourdes aux derniers stades de la grossesse mettent en danger la santé de la femme avant la naissance.				
ODM 6 Maladies majeures HIV	Les facteurs de risques environnementaux sont responsables d'un cinquième de toutes les maladies dans les pays en développement.				
Source: PEI 2008					

RETOUR AU PLAN LINÉAIRE

Diapo 10/12

RETOUR AU PLAN SYSTÉMIQUE



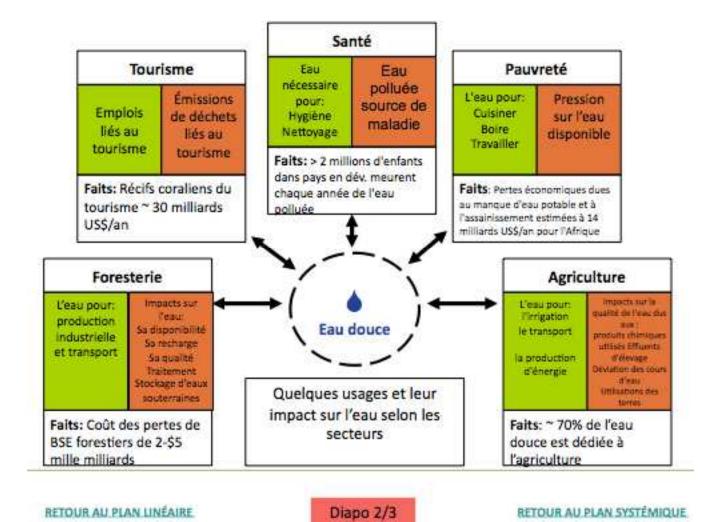
RETOUR AU PLAN LINÉAIRE

RETOUR AU PLAN SYSTÉMIQUE

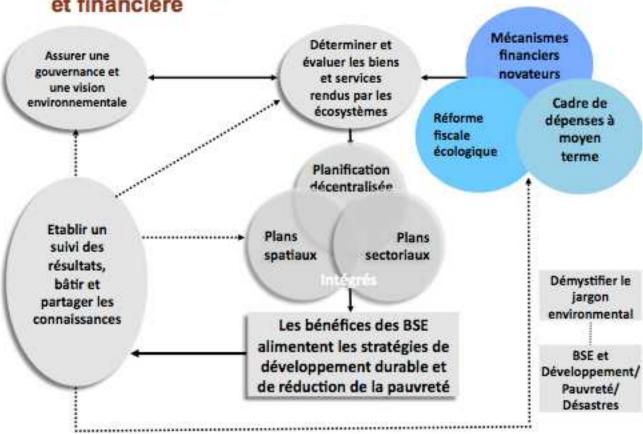
Questions guides pour les preneurs de décisions

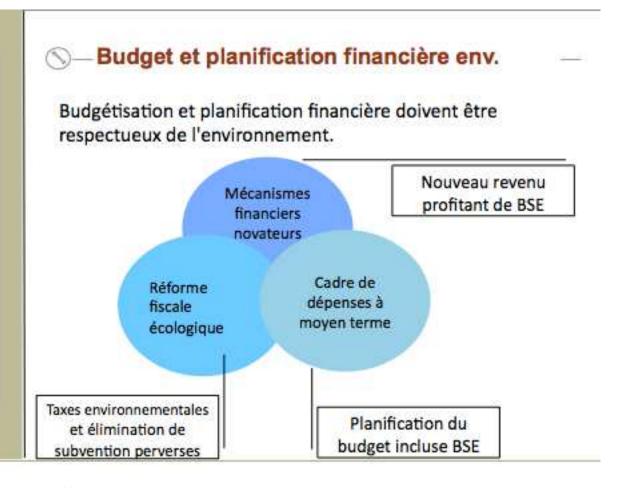
- Quels sont les principaux BSE sur lesquels l'économie du pays repose?
- Comment dépendent politiques et stratégies du rôle des BSE?
- Comment sont affectés directement et indirectement politiques ou stratégies en fonction des BSE?
- Que sait-on sur l'état et les tendances des BSE?
- À quelles conditions est-il approprié de quantifier les valeurs économiques et sociétales des services des écosystèmes?
- Quelles sont les méthodes disponibles pour estimer les valeurs? Comment développement économique et bien-être humain sont-ils affectés par une baisse de la qualité et la prestation des services écosystémiques? Inversement, quelles sont les possibilités que fournissent les services écosystémiques pour améliorer le développement économique et le bien-être humain? Et pour quels groupes ou quels partis concernés?

Source: OECD 2008



BSE, modèle systémique pour planification politique et financière

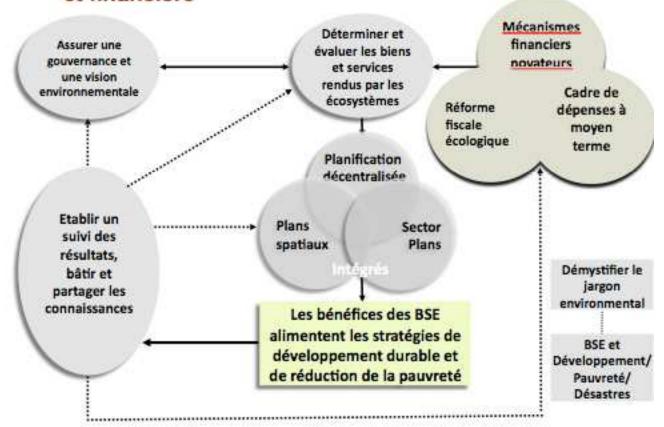




RETOUR AU PLAN LINÉAIRE.

RETOUR AU PLAN SYSTÉMIQUE

BSE, modèle systémique pour planification politique et financière





Stratégies de développement national et de réduction de la pauvreté

Pourquoi?



Les stratégies de développement sont peu intégrées, car elles ne portent pas de façon appropriée sur les contributions et les priorités environnementales. Il est donc nécessaire de renforcer la visibilité des BSE et de saisir leur rôle au niveau du développement.

Comment? Mettre en place une vision verte associée à un cadre juridique;



- Mener l'identification et l'évaluation des BSE;
- Adopter des politiques proactives basées sur des mesures qui tiendrait compte des BSE;
- Adopter des approches de planification intégrée (décentralisation, «verdissement» des secteurs, aménagement du territoire);
- Introduction de mesures financières fondées sur les BSE;
- Mettre en œuvre une gestion adaptative.

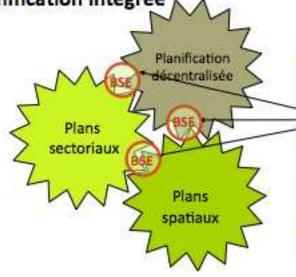
RETOUR AU PLAN LINÉAIRE

Diago 1/3

RETOUR AU PLAN SYSTÉMIQUE

Stratégies de développement national et ____ de réduction de la pauvreté

Les produits et services des écosystèmes fournissent le chaînon manquant de la planification intégrée

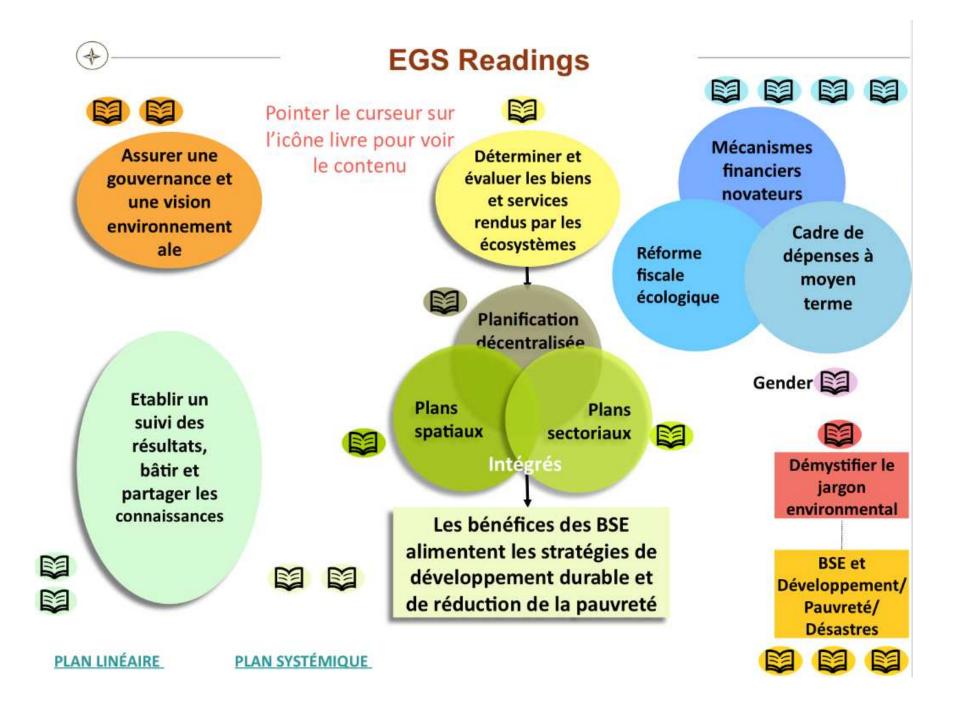


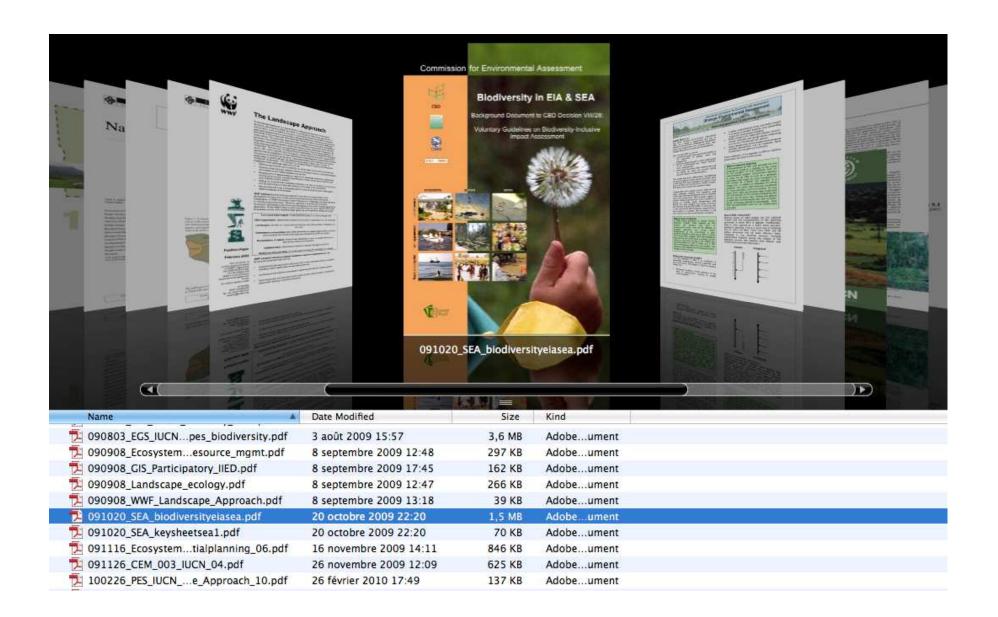
En incluant les dimensions liées aux BSE, l'intégration des approches de planification est améliorée et ajustée, ce qui entraîne des stratégies de développement plus durables et équitables.

N—Exemple d'approches de gestion adaptatives mettant un accent sur les BSE

>> Cogestion adaptative

La «co-gestion adaptative» réfère à une gestion à plusieurs niveaux et trans-organisationnelle des écosystèmes. Elle met l'accent sur la capacité d'adaptation des systèmes socio-écologiques à faire face aux changements écologiques, aux incertitudes et aux surprises. Cette approche regroupe les caractéristiques dynamiques d'apprentissage trouvés dans la gestion adaptative et la lie aussi aux caractéristiques de gestion concertée.





Case studies within the Good practice Guide: Ecosystem Goods and Services in Development Planning

Document title (File name)	Page	Case study - Title	Concept	Country	Summary (Go to case study for more info)
Environmental Fiscal Reform in Developing, Emerging and Transition Economies: Progress & Prospects (Fiscal_Env_gtz_08)	20-21	EFR – Differences and Similarities Between Developed and Developing Countries A Case Study of Sri Lanka	EFR	Sri Lanka	This study analysed existing economic instruments for environmental policy, assessed their role and potential for generating funds for sustainable development, and made recommendations for future policy implementation. It also addressed the potential of EFR to raise revenue to facilitate the achievement of the MDGs in Sri Lanka.
Environmental Fiscal Reform in Developing, Emerging and Transition Economies: Progress & Prospects (Fiscal_Env_gtz_08)	22-23	The Moroccan Path Towards Environmental Fiscal Reform	EFR	Morocco	EFR represents an opportunity for Morocco to induce a change in the behaviour of economic agents; to generate income and raise revenues for environmental investments; to improve the urban and suburban environment; to protect natural environments; to preserve air quality and promote renewable energies; to reduce the volume of solid waste and the cost of solid waste management; and to protect water resources against all forms of pollution.
Environmental Fiscal Reform in Developing, Emerging and Transition Economies: Progress & Prospects (Fiscal_Env_gtz_08)	24-25	Application of Environmental Fiscal Reforms and Other Market-Based Instruments for Environmental Management in Uganda: Progress, Challenges and Future Prospects	EFR	Uganda	Uganda has been using regulatory environmental policies for the last decade. Though quite successful, the costs of obtaining further or additional improvements in enforcement are high, law courts are slow in dealing with offenders, and fines are too low to prevent violations. Regulation has created little or no incentive for firms to improve their performance over and above the legal standard. As a result, environmental degradation has continued. For this reason, attention in Uganda has turned to economic approaches. Well designed EFR results in tangible environmental improvement and generates revenues that can be used to reduce poverty, while EFR is more efficient and entails lower enforcement costs than regulation.
Integrating Public	28		MTEF	South	The MTEF was formally introduced in the second half of the

Des références pour aller plus loin

- Module 3 Mainstreaming biodiversity in sectoral and crosssectoral strategies, plans and programs (CBD, 2011)
- Mainstreaming poverty-environment linkages into development planing: a handbook for practitioners (PEI, 2009)
- Mainstreaming environmental sustainability in country analysis and the UNDAF (UNDG, 2009)
- Strategic Environmental Assessment in Policy and Sector Reform. Conceptual Model and Operational Guidance (World Bank, 2011)
- Towards a green economy. Pathways to sustainable development and poverty eradication (UNEP, 2011)
- Living Planet report 2010. Biodiversity, biocapacity and development (WWF, 2011)

Concilier lutte contre la pauvreté et préservation de la biodiversité : exemple du Bénin

Intégrer la biodiversité dans les processus locaux de développement et de planification